



Traité sur le Commerce des Armes

3^e Conférence des Etats Parties, Genève, 11-15 septembre 2017

Universalisation – Intervention

Monsieur le Président, Mesdames et messieurs les ambassadeurs et délégués,

La France s'aligne avec l'intervention prononcée par l'Union Européenne. Permettez-moi d'ajouter quelques éléments à titre national.

Je tiens tout d'abord à vous remercier personnellement, monsieur le président, pour la détermination sans faille que vous avez démontrée et pour les nombreuses démarches que vous avez entreprises en faveur de l'universalisation du Traité sur le Commerce des Armes. Je souhaite également à saluer l'implication continue de l'ambassadeur Imohe du Nigéria, président de la 2^e Conférence des Etats parties et co-président du groupe de travail sur l'universalisation. Celle-ci démontre l'utilité d'assurer la continuité des démarches des présidences successives du Traité, qui représentent les fers de lance des efforts en matière d'universalisation.

A cet égard, la proposition formulée par la France et l'Italie l'an dernier d'organiser les présidences dans le cadre d'une troïka informelle doit permettre une cohérence et une pérennité accrue des efforts d'universalisation. J'espère qu'elle pourra être concrétisée de manière pragmatique et pratique.

Les Etats Parties, bien entendu, doivent être mobilisés en soutien à la Présidence, et utiliser les canaux bilatéraux privilégiés dont ils peuvent disposer pour mener les démarches susceptibles de contribuer à l'universalisation du Traité.

Nous saluons également, la société civile, qui s'est tant investie dans les négociations et l'adoption du TCA, et qui doit continuer à jouer un rôle majeur : ce n'est qu'avec son soutien que le Traité restera une priorité politique, y compris pour les Etats non parties.

La France se félicite que le TCA compte dorénavant 92 Etats parties, dont la totalité des Etats membres de l'UE. Je remercie le directeur du Secrétariat pour sa présentation très constructive. Je salue l'adhésion récente du Bénin, du Cap-Vert, du Honduras, de

Madagascar et de la République de Corée, et encourage tous les Etats signataires à progresser vers la ratification du Traité.

Monsieur le Président,

Le TCA possède une vocation globale, et l'universalité des normes qu'il met en place doit rester notre objectif. Il est donc nécessaire que nous poursuivions nos efforts afin que le plus grand nombre possible d'Etats le rejoignent, sans cesser de faire preuve de réalisme. De grands acteurs du commerce d'armements, restent aujourd'hui en dehors du Traité, auprès desquels il faut continuer de faire valoir l'intérêt collectif à rejoindre cet instrument. Nos démarches n'ont toutefois pas vocation à être limitées : elles concernent tous les Etats, exportateurs, importateurs et pays de transit, petits ou grands.

La France se félicite de la mise en place depuis la CSP2 d'un groupe de travail sur l'universalisation, et soutient pleinement son action. Elle continuera, à titre bilatéral, à encourager tous les Etats non parties à rejoindre le TCA et à leur apporter son assistance dans ce processus.

Je vous remercie, monsieur le président./.